



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SAVOIE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°73-2017-075

PUBLIÉ LE 24 JUILLET 2017

Sommaire

73_DDT_Direction départementale des territoires de Savoie

73-2017-07-24-002 - Arrêté préfectoral n° 2017 -1001, modifiant l'arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2015-1454 autorisant M. GRANGER Aurélien – exploitant à titre individuel à effectuer des tirs de défense en vue de la protection de son troupeau contre la prédation du loup (Canis lupus) (3 pages)

Page 3

73_DDT_Direction départementale des territoires de
Savoie

73-2017-07-24-002

Arrêté préfectoral n° 2017 -1001, modifiant
l'arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2015-1454
autorisant M. GRANGER Aurélien – exploitant à titre
individuel à effectuer des tirs de défense en vue de la
protection de son troupeau contre la prédation du loup
(Canis lupus)

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale des territoires
Service Environnement, Eau, Forêts

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDT/SEEF n° 2017 -1001, modifiant
l'arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2015-1454
autorisant M. GRANGER Aurélien – exploitant à titre individuel
à effectuer des tirs de défense en vue de la protection de son troupeau contre la prédation du loup
(*Canis lupus*)**

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-2 et R. 411-6 à R. 411-14 ; L. 427-6 et R. 427-4 ;

VU le Code rural et de la pêche et notamment ses articles L. 111-2 et L. 113-1 et suivants ;

VU le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 311-2 et suivants, R. 311-2 et suivants ;

VU le décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 19 juin 2009 relatif à l'opération de protection de l'environnement dans les espaces ruraux (OPEDER) portant sur la protection des troupeaux contre la prédation,

VU l'arrêté interministériel du 30 juin 2015 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté interministériel du 18 juillet 2017 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée pour la période 2017-2018 ;

VU les arrêtés préfectoraux définissant pour le département de la Savoie les unités d'action prévues par l'arrêté ministériel susvisé fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup : arrêté DDT/SEEF n° 2013-534 du 3 juin 2013, arrêté DDT/SEEF n° 2014-527 du 7 juillet 2014, arrêté DDT/SEEF n° 948 du 30 juin 2015, arrêté DDT/SEEF n° 2016-969 du 30 juin 2016, arrêté DDT/SEEF n° 2016-969 du 30 juin 2016, arrêté DDT/SEEF n° 2017-839 du 30 juin 2017 ;

VU la liste des chasseurs habilités à participer aux tirs de défense renforcée et aux tirs de prélèvement en Savoie par arrêté du Préfet, pris au titre des articles 21 et 31 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2015, en vigueur au moment de la réalisation des tirs de défense ;

VU la demande reçue en DDT le 24 juillet 2017, par laquelle **M. GRANGER Aurélien – exploitant à titre individuel**, domicilié 38 chemin du Tremblay à SAINTE-HELENE-SUR-ISERE (73460), demande à ce que lui soit octroyée une autorisation d'effectuer des tirs de défense réalisés en vue de la protection de son troupeau contre la prédation du loup (*Canis lupus*) ;

VU l'arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2017-546 du 10 mai 2017 nommant les lieutenants de louveterie pour une période allant du 22 mai 2017 au 31 décembre 2019;

VU l'arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2015-1454 autorisant **M. GRANGER Aurélien** à effectuer des tirs de défense en vue de la protection de son troupeau contre la prédation du loup;

CONSIDÉRANT que **M. GRANGER Aurélien** déclare, pour la saison 2017, dans sa demande d'autorisation de réalisation de tir de défense, mettre en œuvre les mesures de protection suivantes :

- Parc de regroupement nocturne électrifié : **oui systématiquement**
- Parc de pâturage : **oui**
- Présence de chiens de protection : **4**
- Tir d'effarouchement : **non**
- Gardiennage permanent : **oui**
- Visite quotidienne : **oui**

CONSIDÉRANT que **M. GRANGER Aurélien** a déposé en date du 1^{er} mars 2017 auprès de la DDT, une demande de subvention en vue de mettre en place des mesures de protection de son troupeau en 2017 dans le cadre de la mesure 7.62 du Plan de développement régional (PDR) Rhône-Alpes

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi établi que le troupeau est « protégé » ;

CONSIDÉRANT que la demande de tir de défense concerne des communes en unité d'action depuis plus de 2 ans ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prévenir les dommages importants au troupeau de M. GRANGER Aurélien, par la mise en œuvre de tirs de défense avec une arme de catégorie C1 et D1a mentionnée à l'article R 311-2 du code de la sécurité intérieure, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup, dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée, fixé par l'arrêté interministériel du 30 juin 2015, qui intègre cette préoccupation ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Savoie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : **M. GRANGER Aurélien** est également autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense, dans les conditions fixées de l'arrêté préfectoral n° 2015-1454 du 11 septembre 2015 à **proximité immédiate du troupeau** sur la commune de BEAUFORT SUR DORON.

ARTICLE 2 : **M. GRANGER Aurélien** peut :

– réaliser lui-même les tirs à condition d'être titulaire d'un permis de chasser validé pour la saison de chasse correspondant à la période de tir ;

– déléguer la réalisation de ces tirs de défense :

- aux chasseurs suivants dès lors qu'ils sont titulaires d'un permis de chasser validé pour la saison de chasse correspondant à la période de tir : Messieurs SIBUET Nicolas et ROCHAIX Jean-Yves.

- aux chasseurs en possession de leur permis de chasser validé pour la saison de chasse correspondante à la période de tir et habilités à participer aux tirs de défense renforcée et aux tirs de prélèvement en Savoie par arrêté du Préfet, pris au titre des articles 21 et 31 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2015, en vigueur au moment de la réalisation des tirs de défense. Ces chasseurs doivent être en possession, au moment du tir, de la carte d'habilitation à participer aux tirs de défense et de prélèvement contre le loup.

Toutefois, le tir ne peut être réalisé que par une seule personne à la fois.

ARTICLE 3 : Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, **M. GRANGER Aurélien** informe sans délai la DDT au 04 79 71 73 93 et le service départemental de l'ONCFS au 04.79.71.73.93. L'ONCFS est chargé de rechercher l'animal. La DDT est chargée d'informer le Préfet.

ARTICLE 4 : La présente autorisation est valable **jusqu'au 30 juin 2020**.

Sa mise en œuvre reste toutefois conditionnée :

- à la mise en place des mesures de protection du troupeau concerné respectant les critères d'éligibilité à la mesure 7.62 du PDR Rhône-Alpes ;
- au maintien de la commune en unité d'action ;
- à la publication de l'arrêté fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction peut-être autorisée pour la période considérée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible, dans les deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la Préfecture de la Savoie, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage de la Savoie, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Savoie.

Le présent arrêté est également transmis au maire de la commune de BEAUFORT SUR DORON.

Chambéry, le 24 juillet 2017

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental des territoires,

Signé : Pascal BERNIER